

| Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine |
<http://www.risal.info/spip.php?article2442>

Brésil

La lutte des indiens pour sauver le Bananal

par Simón Farabundo Ríos

26 janvier 2009

En 1960, le président brésilien **Juscelino Kubitschek** réalisa son rêve de construire une ville ultramoderne en partant de rien et à une vitesse folle. « *50 ans de progrès en 5 ans* » était son slogan de campagne, et Brasilia fut construite en à peine une demi-décennie. Mais parmi les nombreuses choses que les urbanistes de la nouvelle capitale du Brésil omirent de considérer, il y avait le fait que cette terre était déjà un territoire occupé. La zone des peuples indigènes semblait ne pas figurer dans les plans de la ville flambant neuve.

Désormais, l'industrie immobilière florissante de Brasilia et ses alliés du gouvernement local magouillent pour s'emparer du Bananal, une zone sanctuaire pour les membres des peuples indigènes Kariri-Xocó, Guajajara, Tuxá, et Fulni-ô vivant dans la périphérie de la ville. Les spéculateurs immobiliers veulent paver la région et construire un complexe luxueux pour loger quelque 40 mille des plus riches résidents de Brasilia dans 22 pâtés de maison fraîchement construits. Le coût de chaque maison est évalué à près d'1,5 millions de dollars.

La spéculation financière à la bourse brésilienne a créé une nouvelle classe riche avide de nouveaux logements haut de gamme. Les architectes de la ville avaient prédit que Brasilia compterait 500 000 résidents en l'an 2000 ; aujourd'hui, 2,5 millions de personnes déclarent y vivre. Le développement immobilier potentiel poursuivrait l'expansion de Brasilia dans le **Cerrado** environnant, un écosystème fragile de hautes plaines que l'organisation *The Nature Conservancy* appelle « *la savane la plus biologiquement riche au monde* » [1].

Avec près de 220 résidences multimillionnaires et 140 bâtiments commerciaux dans la balance, le Bananal est une mine d'or potentielle aux yeux des promoteurs et du gouvernement local, lequel percevrait des millions en impôts du fait de la division de la zone. Mais, pour les indiens qui vivent dans la zone - et pour les écologistes qui ont repris cette lutte à leur compte-, il n'y a rien de « potentiel » quant à la richesse de la terre. Pour eux, les arbres, les fleuves et les cultures du Bananal sont le seul développement dont ils ont besoin. Tout ce qu'ils demandent c'est un titre les dotant d'une propriété formelle pour la parcelle de terre qu'ils occupent depuis quatre décennies.

Bien que le Bananal n'abrite qu'une trentaine de résidents permanents toute l'année, des groupes indigènes considèrent le lieu comme un sanctuaire spirituel. Durant six mois de l'année, plus de cent pèlerins indiens se rendent dans le *Cerrado* pour des cérémonies religieuses au sein dudit Sanctuaire sacré des chamanes du Bananal, selon *SantuariodosPajes.org*, un site web consacré à sa préservation. La communauté y produit des cultures de subsistance, pratique les métiers de l'artisanat et maintient les traditions spirituelles et médicinales transmises par les anciens.

« *La résistance du Bananal est très symbolique* », déclare Rafael Moreira de l'Association culturelle des peuples indigènes, un groupe basé à Brasilia qui travaille main dans la main avec les indigènes dans leur lutte pour la démarcation [des territoires] et l'autonomie. « *C'est un lieu sûr pour accueillir les indiens qui viennent à la capitale pour lutter pour leurs droits, se reposer un peu, pratiquer leurs religions, leurs langues... et pour s'organiser politiquement. C'est ce que le gouvernement ne veut pas, des indiens organisés tout proches* ».

Moreira voit dans la volonté de « développement » du Bananal la continuation de plus de cinq siècles de déplacement et d'extermination forcés des cultures indigènes d'Amérique. A la place des conquistadores et des chasseurs d'esclaves, les peuples indigènes doivent désormais faire face à toute une soupe alphabétique de puissantes entreprises et d'agences gouvernementales —TERRACAP, ADEMI, GDF, IBAMA— ainsi qu'aux forces de police qui les servent. Si ces groupes parviennent à leur fin, le « Projet du Secteur Nord-ouest », tel qu'est appelée l'expansion immobilière, passera de la phase de conception à celle de l'exécution.

Le 27 novembre, une cour locale a statué en faveur de TERRACAP, autorisant la compagnie à commencer la vente des lots du Secteur Nord-ouest. Selon le journal local *Correio Braziliense*, le président du tribunal a qualifié les indigènes d' « *envahisseurs de terres publiques* ». Quelques jours après, le gouverneur du District fédéral de Brasilia, José Roberto Arruda, a annoncé que son gouvernement dépenserait des millions de deniers publics dans le développement de l'infrastructure du Secteur.

L'une des personnes à l'origine du projet est Paulo Octávio, un magnat de l'immobilier et vice gouverneur du District fédéral de Brasilia. En marge de sa carrière politique en vogue, Octávio est à la tête du groupe d'investissement multi-milliardaire PaulOOctavio, l'un des défenseurs les plus fervents du projet. La compagnie d'Octavio a récemment baptisé un complexe immobilier de São Paulo « *Residencial Alírio Neto* », du nom du président de la chambre législative de Brasilia, une figure-clé pour le succès du projet du Secteur Nord-ouest.

Moreira accuse l'agence du gouvernement en charge des affaires indigènes, la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), de se croiser les bras. « *Le président de la FUNAI, Márcio Meira, s'est rendu récemment au Bananal, en promettant que les indiens ne seraient pas forcés par la police de quitter leurs maisons et que la FUNAI lutterait avec eux pour leurs droits* », affirme Moreira. « *Mais rien n'a été fait* ».

Le 22 octobre, malgré la promesse de Meira, près de 20 représentants de la compagnie immobilière de l'État de Brasilia, TERRACAP, flanqués de la police militaire, firent irruption dans la zone, détruisant les récoltes et la hutte d'une famille locale. Et ce, pendant que le média local ridiculisait de manière complaisante la lutte du Bananal en diabolisant ceux qui la mènent comme des « *envahisseurs* ».

Selon une déclaration publiée par *SantuariodosPajes.org*, « *le gouverneur de Brasilia lui-même a traité les indiens de 'farce' et d'aberration', lorsqu'il affirmait qu'il n'était pas au courant d'une présence indigène dans le Cerrado de Brasilia* ».

Ceux qui défendent le Bananal clament qu'ils ont la loi de leur côté. Pour l'un d'entre eux, la Constitution brésilienne précise clairement que « *les Indiens doivent avoir leur organisation sociale, leurs coutumes, leurs langues, leurs croyances et leurs traditions reconnues, de même que leurs droits ancestraux sur la terre qu'ils occupent de manière traditionnelle, il incombe à la République de les identifier et de protéger et d'assurer le respect de leur entière propriété* » [Traduction non officielle].

« *Les terres du Bananal* », ajoute Moreira, « *sont situées à seulement vingt minutes de la FUNAI, dix du Congrès et cinq de l'Université de Brasilia. Comment les politiciens peuvent-ils parler en faveur des indiens et pour la protection de l'environnement s'ils ne les prennent même pas en considération dans leur propre arrière-cour ?* ». Le Brésil est également signataire de la déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes, que le gouvernement a ratifiée en septembre 2007. Moreira affirme qu'une partie de l'intransigeance du gouvernement vis-à-vis du conflit du Bananal est due à la préoccupation selon laquelle une victoire ici pourrait ouvrir la voie à d'autres groupes indigènes ayant des revendications similaires.

Les écologistes font remarquer que l'ascension du Brésil en tant que puissance régionale trouve son origine dans le pillage de l'Amazonie, mais le *Cerrado*, une autre « *bio région* » parmi les plus importantes d'Amérique du Sud mais moins connue, a été l'objet d'une dégradation similaire, avec un pourcentage de destruction estimé à 80%, selon l'organisation Conservation International [2].

Le *Cerrado* couvre 21% de l'énorme territoire du Brésil et renferme les sources de trois des fleuves les plus importants d'Amérique du Sud – l'Amazone, le São Francisco et le Paraná. Moreira ajoute : « *La source Águas Emendadas, située dans le District fédéral de Brasilia, est le berceau de l'eau qui coule du nord au sud du pays.* »

« *C'est n'est qu'en nous achevant qu'ils seront alors capables de mettre en place cet horrible paysage 'écologique'* », achève Moreira, en faisant allusion à la vision « *verte* » dont les architectes se glosent. « *Des projets comme celui du 'Secteur Nord-ouest', il en surgit dans tous les pays. C'est toujours la même rengaine : la destruction et la cupidité humaine. L'aide internationale est nécessaire.* »

Notes:

[1] <http://www.nature.org/wherewework/s...>

[2] <http://www.biodiversityhotspots.org...>

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:

Source : article publié sur North American Congress on Latin America (www.nacla.org) le 2 décembre 2008.

Traduction : Nils Solari (RISAL.info).

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine (RISAL).